

[Text]

de décrocheurs, il faut faire quelque chose, mais est-ce à nous de le faire avec notre argent? Pourquoi les gouvernements des provinces ne prendraient-ils pas leurs responsabilités? C'est à leur niveau, en fin de compte, qu'il y a une lacune puisqu'ils sont responsables de l'éducation primaire et secondaire. Ce sont eux qui font un manquement et c'est nous qui réglons le problème, alors que cet argent-là pourrait peut-être servir à la création d'emplois. Est-ce qu'on n'est pas en train de partir sur une mauvaise tangente?

M. Danis: Monsieur le président, vous avez raison de dire que lorsqu'on aborde les questions d'éducation ou de formation professionnelle, il peut y avoir des problèmes de juridictions, surtout dans le cas de l'éducation.

• 1245

Lorsque le gouvernement fédéral propose des programmes qui touchent les questions d'éducation postsecondaire ou secondaire, il le fait en consultation avec les provinces. Votre question est certainement bien posée. En fait, monsieur le président, vous me demandez ce que le gouvernement fédéral fait dans le domaine de l'éducation secondaire.

Le premier ministre a récemment amorcé un processus et rencontrera les premiers ministres des provinces pour évaluer les façons d'améliorer le système d'éducation au Canada. Lorsque ces discussions auront lieu, je suis sûr que le président du groupe, M. Doug Wright, soulèvera cette question. Si elle n'est pas à l'ordre du jour, je verrai, au nom du Comité, à ce qu'elle soit soulevée par le premier ministre afin qu'on puisse en discuter avec les premiers ministres des provinces.

Mr. Worthy: First, I am totally astounded that you would think of the GST applying against the loan.

Mr. Allmand: I am, too.

Mr. Worthy: There is no GST on loans, and it is 7%, not 9%.

Mr. Allmand: Even at 7%, it is raised in a document and we had better clarify that. I was not on the GST committee.

Mr. Worthy: I am sure my other point goes into Mrs. McDougall's department because it is into the operations. The impression I have of Manpower is so positive out in the field in my area. The staff are always enthusiastic, they are involved in the programs. They are in fact selling the whole concept of what is being done.

But it does not seem to be so on the new programs. By their very nature, they are the ones that have to be geared from a national basis. If it can get into the grass roots of the individual offices, they can buy into the program and in fact feed back as to how it can be more effectively implemented, and the problems I discussed probably would not be there. So I throw that out again as a suggestion.

Mr. Danis: I would certainly pass along your comments to Minister McDougall with pleasure. But we are trying in the new labour initiatives to involve the regions more so that people are more aware of the programs.

[Translation]

is it up to the federal government to do it with federal funds? Why do the provincial governments not live up to their responsibilities? The fault lies with them since they are the ones responsible for primary and secondary education. The responsibility is theirs but we are the ones that end up holding the bag, having to spend money that could be more usefully put into job creation. Are we not on a slippery slope?

Mr. Danis: Mr. Chairman, you are right to say that education and manpower training can raise jurisdictional issues and that is particularly true of education.

When the federal government initiates programs dealing with secondary or post-secondary education, it does so after consulting the provinces. Your question is certainly relevant. But, Mr. Chairman, you are asking me what the federal government is doing in the field of secondary education.

The Prime Minister has recently initiated a process which will bring him together with the premiers of the provinces in order to examine ways to improve Canada's educational system. In the course of those talks, I am certain that the chairman of the group, Mr. Doug Wright, will raise that very question. If that point is not on the agenda, I will make sure, on behalf of the committee, that the issue is raised by the Prime Minister and discussed with the provincial premiers.

M. Worthy: L'idée d'appliquer la TPS aux prêts me paraît tout à fait ahurissante.

M. Allmand: À moi aussi.

M. Worthy: Mais il n'y a pas de TPS sur les prêts et elle est de 7 p. 100 et non pas de 9 p. 100.

M. Allmand: Mais même à 7 p. 100, la question est évoquée dans un document et il va falloir quand même que nous éclaircissons ça. Je ne faisais pas partie du comité de la TPS.

M. Worthy: Je suis sûr que mon autre question relève du ministère de M^{me} McDougall puisqu'il s'agit d'une question d'opérations. Dans ma région, les services de main-d'oeuvre jouissent d'une excellente réputation. Le personnel est tellement enthousiaste et tellement actif. C'est à cause d'eux que l'on accepte les changements intervenus.

Mais cela ne semble pas vrai des nouveaux programmes. En effet, il s'agit de programmes qui, par leur nature même, devraient fonctionner à l'échelle nationale. Si l'on parvient à convaincre les responsables des divers bureaux locaux, on obtiendra leur adhésion aux programmes et ils pourront proposer les moyens de les mettre en oeuvre d'une manière efficace. On pourrait ainsi éviter les problèmes que j'ai évoqués tout à l'heure. Ce n'est qu'une proposition.

M. Danis: J'en ferai part à M^{me} McDougall. Mais dans le cadre des nouvelles mesures visant la main-d'oeuvre, nous essayons de faire participer davantage les régions et de mieux faire connaître nos programmes.